

Vœux présidentiels

Vœux aux acteurs de l'économie et de l'emploi

Sans surprise, le président de la République a confirmé les annonces faites lors de sa conférence de presse du 14 janvier : un cadeau supplémentaire au patronat de 30 milliards d'euros avec le transfert du financement de la politique familiale des entreprises vers le budget de l'Etat. C'est une attaque de grande ampleur contre la protection sociale qui remet en cause le pacte républicain, les moyens du service public et notre modèle social.

Répondant aux vœux du MEDEF, le président de la République accentue les choix qui ont pourtant fait la preuve de leur nocivité. Le recul de la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises et les exonérations massives de cotisations sociales n'ont pas permis de créer des emplois, ni empêché l'installation d'un chômage massif. Ces politiques ont incité les entreprises à s'opposer à la hausse des salaires et à recruter de plus en plus au niveau du smic.

Dans le cadre de son objectif de simplification, il a maintenu le flou sur le périmètre tout en esquissant un assouplissement des protections sociales et environnementales par des règles « plus simples, plus efficaces et plus visibles ».

Le président de la République a souhaité que l'ensemble des dispositifs d'exonération soit évalué dans un cadre global et cohérent. La CGT réclame depuis longtemps l'évaluation des 230 milliards d'euros d'aides aux entreprises.

Le Premier Ministre rencontre les partenaires sociaux lundi 27 janvier. La CGT exigera des objectifs contraignants en matière d'emplois, de salaires, de réduction de la précarité, d'investissements et de relocalisation. Ces objectifs doivent être définis dans un cadre interprofessionnel clair et s'appuyer sur de nouveaux droits pour les salariés.

Le président de la République a annoncé vouloir faire de l'année 2014 une nouvelle phase du dialogue social en engageant les salariés à davantage de participation à la vie des entreprises à travers les IRP, mais aussi par une présence syndicale réelle. On ne peut que s'en féliciter mais, dans la foulée, il appelle à un dialogue social moins formel pour être plus efficace. C'est au contraire de davantage de droits d'intervention dont les salariés ont besoin.

Il a ajouté que l'objectif n'était pas de mettre tout le monde d'accord mais de faire des choix sur ce qu'on va faire ensemble. La question posée est donc bien celle du sens des choix à opérer. Installer un patron, flanqué d'un parlementaire, au conseil de simplification qu'il crée donne d'emblée le ton. Le mot d'ordre lancé aux salariés est mobilisez-vous mais je confie la règle du jeu au patronat.

La CGT invite les salariés à se mobiliser pour s'occuper des affaires qui les concernent et à faire irruption sur le terrain social le 6 février prochain pour l'emploi, les salaires, les conditions de travail et la protection sociale.

Montreuil, le 21 janvier 2014